

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

17 juillet 2009

---

**PROTECTION PÉNALE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE  
SUR INTERNET - (n° 1841)**

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 854

présenté par  
Mme Billard, M. Brard  
et les membres du groupe de la Gauche démocrate et républicaine

-----  
**ARTICLE PREMIER QUINQUIES**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Les auteurs de cet amendement s'opposent à cette disposition permettant aux ayants droits de contourner les contraintes de l'ordonnance pénale alors même que cette procédure est prévue par le texte.

L'arsenal juridique existant permet déjà aux ayants droit de porter plainte pour contrefaçon. Les dispositions de cet article reviennent à faire supporter les frais de constatation des délits de contrefaçon par l'Hadopi (et donc par le contribuable), pour le compte des ayants droit qui récupéreront les dommages et intérêts.

On perd là la portée pédagogique du texte mise en avant par le gouvernement.

Cette disposition est inadmissible. C'est pourquoi les auteurs de cet amendement en proposent la suppression.